

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Dilemmes-et-destin-de-la-region-sudamericaine>

Dilemmes et destin de la région sudaméricaine.

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : lundi 18 août 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

C'est possible que nous soyons debout sur un point temporel depuis lequel on modifie la carte politique latinoaméricaine de ces dernières dix années. Plusieurs signaux indiquent que la tendance peut commencer à se déplacer à l'opposé de ce qui s'est accumulé durant cette décennie. Plusieurs inconnues devront être levées, mais elles se concentrent sur peu de pays.

La Bolivie, le Venezuela et l'Équateur composent l'équation politique de l'Amérique Latine actuelle. Toujours dans le contexte d'un scénario majeur et dissemblable et pour cela complexe et contradictoire.

Là se réunissent l' Argentine tendue par le conflit sur la rente agro-exportatrice ; la Colombie toujours sur le point d'exploser entre sa profonde violence imperturbable et la pression étasunienne ; le Pérou d'Alan García prêt à tout pour maintenir son étroite relation avec Washington ; l' émergent et susceptible Paraguay des paysans difficiles de Lugo ; ou le Brésil des tentations hégémoniques, et une donnée qui n'est pas la moindre : le cap post Irak que prendra le prochain gouvernement des Etats-Unis, jusqu'où [le génocide] Henry Kissinger lui-même conseille de sortir rapidement, mais en ordre, pour refaire les forces de l'empire dans le reste de la planète.

Comme il ne s'agit pas d'une équation arithmétique, les résultats possibles dépendront des complexités de la politique, de ses classes en lutte, et ce que feront de bien ou mal ses chefs, organisations et mouvements sociaux.

En cherchant le pouvoir par les flancs

Les tendances les plus profondes viennent de se manifester en Bolivie méditerranéenne, c'est clair, dans le style bolivien. L'encourageant triomphe d'Evo Morales dans le référendum révocatoire de dimanche passé, ne doit pas dissimuler le danger énorme de ce qui est nouveau.

La nouveauté n'est pas qu'Evo ait gagné lors du vote, quelque chose de prévu sur la carte sociale et ethnique du pays, favorisé depuis 2006 par les étatisations et la redistribution économique.

Le président Evo Morales a gagné en se dépassant lui-même sur le terrain des urnes et ce fut la meilleure nouvelle de ces jours, mais à son gouvernement l'est apparue sa « Place Altamira », ce symbole « du pouvoir territorial » symbolique que l'antichavisme vénézuélien a construit dans ce quartier coquet à l'est de Caracas.

Dans le cas bolivien, ce nouveau « pouvoir territorial » est supérieur. Non seulement parce qu'il a son siège dans la stratégique région du sud ouest, où le pouvoir énergétique et une partie de la force industrielle nouvelle de la Bolivie se concentre, mais c'est qu'il a réussi à construire une vaste base sociale, aussi réactionnaire que forte. Cette négligence du gouvernement central a permis la consolidation d'une force politique et sociale capable de défier le pouvoir politicien et militaire de La Paz.

Ce qui est différent c'est que la droite bolivienne, profondément traditionnelle, raciste, pro yanqui, a consolidé un pouvoir politicien-territorial, qui a la capacité de défier le pouvoir central sur plusieurs terrains. C'est comme s'ils cherchaient le pouvoir qu'ils ont perdu par les flancs du pays.

Le second essai vénézuélien

Un danger de cette teneur n'est pas écarté a priori au Venezuela lors des élections de novembre, à moins que nous soyons victimes de fausses illusions triomphalistes.

Si la droite vénézuélienne, encore en actuellement mauvais , gagnait par défaut étranger plusieurs gouvernements de province et municipalités, se répèterait de manière étendue les causes de la défaite de du 2 décembre 2007. « Le croissant bolivienne » aurait davantage de possibilités d'apparaître dans les états d'Apure, Zulia et Táchira, à la frontière réulsive avec la Colombie. Tout dépendra de ce que fait - ou ne fait pas le gouvernement bolivarien, et ses effets déterminants sur l'état d'esprit politique sensible de millions de pro-Chavez.

Quelque chose de semblable tend à s'établir en Équateur, où le maire de Guayaquil avance sans précipitation, ni pause dans sa prétention d'autonomie, liée à la présomptueuse droite du gouvernement colombien. De fait, la plus importante nouvelle qui survenue dans le pays de Rafael Correa, l'approbation de sa Constitution avancée n'a pas été enregistrée dans le continent. Est -ce que le processus politique équatorien a, à l'intérieur, le même danger qu'a eu avant Chavez et qui aujourd'hui tracasse Morales. Le problème est que la bestiole a son siège au pouvoir de la seconde ville du pays, supérieure à Quito dans plusieurs aspects.

Dans ces trois exemples, se décide la direction du nouveau cycle, mais évidemment, irrémédiablement attachés à ce qui se passe autour et à ce que fait ou laisse faire le prochain gouvernement étasunien. De ces doutes naît le dilemme et le destin du continent dans sa prochaine étape.

[Página 12](#) . Buenos Aires, le 18 août 2008.